

« DÉFENDRE ET PROMOUVOIR NOS TERRITOIRES »



André Monnin, maire de Poncé-sur-le-Loir, vice président (commission culture) de la communauté de communes du Val de Loir ; **Catherine Bouché**, 1^{re} adjointe d'Allonnes, en charge de la Jeunesse et sports, conseillère communautaire de Le Mans Métropole ; **Luc-Marie Faburel**, maire de Saint-Longis, délégué de la communauté de communes du Saosnois ; **Thérèse Gouet**, conseillère municipale de Fillé-sur-Sarthe, vice-présidente de la communauté de communes du Val de Sarthe en charge de l'Habitat ; **Dominique Colombel**, 1^{er} adjoint de La Fontaine Saint-Martin, délégué de la communauté de communes de Pontvallain.

Liste présentée par le **FRONT de GAUCHE**

Mesdames les grandes électrices, Messieurs les grands électeurs, cher(e)s collègues,

Le 28 septembre prochain, vous serez appelés à voter pour élire les trois sénateurs sarthois. Les multiples échanges que nous avons avec les Maires et l'ensemble des élus de notre département, montrent des inquiétudes pour le présent et l'avenir.

Vous êtes nombreux à manifester votre mécontentement sur les dotations attribuées à vos communes ces dernières années. L'annonce gouvernementale d'amplifier la baisse de celles-ci dans les trois années à venir, est censée nous faire admettre une diminution des déficits publics. Cette contribution forcée envers les collectivités est insupportable.

L'asphyxie financière des collectivités territoriales et particulièrement des communes est une réalité bien présente, dont les conséquences sont prévisibles : moins de services de proximité au public, des services publics en difficultés ou menacés de disparition, une baisse drastique des investissements et ce sont les contribuables qui vont payer la note.

Ces élections sénatoriales sont donc l'occasion pour que s'exprime clairement le rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui refusent les difficultés de vie infligées au peuple par la politique d'austérité du gouvernement, et qui ne veulent plus des politiques clientélistes.

Comme le dit très justement l'Association des Maires de France, « la commune doit rester l'échelon de proximité, de solidarité et de citoyenneté des habitants ».

Malheureusement, nos gouvernants successifs n'en ont cure... Pire, avec les différentes réformes engagées par les représentants de la Nation, à travers **la loi MAPAM (Loi de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014)** c'est :

- la remise en cause des communes par un renforcement de l'intégration intercommunale ;
- la création de nouvelles métropoles.

.../...

Avec le projet de loi sur la réforme territoriale en cours de discussion au Parlement à l'automne 2014, c'est:

- la mise en œuvre d'un nouveau seuil démographique de 20 000 habitants pour les futures Communautés de Communes ;
- la disparition programmée des départements ;
- la suppression et le remodelage des régions, imposés aux élus et aux habitants sans aucune réflexion quant au contenu de leurs compétences.

Les maires seront donc cantonnés à la gestion de choses secondaires alors que les grands enjeux de la vie quotidienne de leurs habitants leur échapperont. **Ce projet n'est pas acceptable, ni amendable.**

Il est impératif de prendre en compte les besoins des territoires, d'associer les élus locaux et de consulter les populations pour que la future architecture territoriale corresponde aux besoins, sans opposer l'Urbain, le Périurbain et le Rural.

Aussi, élus sarthois, nous n'acceptons pas ce « charcutage » !

Bien sûr que notre République a besoin d'un coup de jeune ! Bien sûr qu'il faut répondre aux attentes des abstentionnistes devenus majoritaires ! Mais cela doit être le fruit d'un grand débat national où l'ensemble des élus et des citoyens puisse s'exprimer et imposer une nouvelle architecture démocratique républicaine : pour cela, **une 6^e République s'impose !**

Pour nous, il ne peut y avoir de bonne réforme que dans le cadre d'un renforcement du rôle de l'État pour assurer l'égalité de tous, dans une République indivisible, un État garant du respect des élus locaux et des aspirations légitimes de nos concitoyens.

Pour nous, il faut en finir avec le cumul des mandats et leur accumulation dans le temps et ainsi éviter la professionnalisation des mandats électifs.

**Venez nous rencontrer et discuter avec nous
lors de réunions dans le département :**

▶ vendredi 19 septembre à 20 h 00

Mairie de Fillé, 48 rue du Passeur - 72210 FILLÉ-SUR-SARTHE

▶ lundi 22 septembre à 20 h 00

Salle Salvador Allende, Espace Port Belle-Eau - 72700 ALLONNES

▶ mardi 23 septembre à 20 h 00

Mairie de Poncé-sur-le-Loir, 13 rue Principale - 72340 PONCÉ-SUR-LE-LOIR

▶ jeudi 25 septembre à 20 h 00

Salle du Centre Social, rue du Général de Gaulle - 72800 LE LUDE

▶ jeudi 25 septembre à 19 h 30

Mairie de St-Longis, 6 place Saint-Pierre - 72600 SAINT-LONGIS

Grandes électrices et grands électeurs, élu(e)s de collectivités représentatives de la diversité de notre département, au-delà des clivages politiques, nous vous appelons à réagir vivement, en votant pour les candidats Front de Gauche déterminés à mettre en œuvre une autre forme de vivre ensemble.